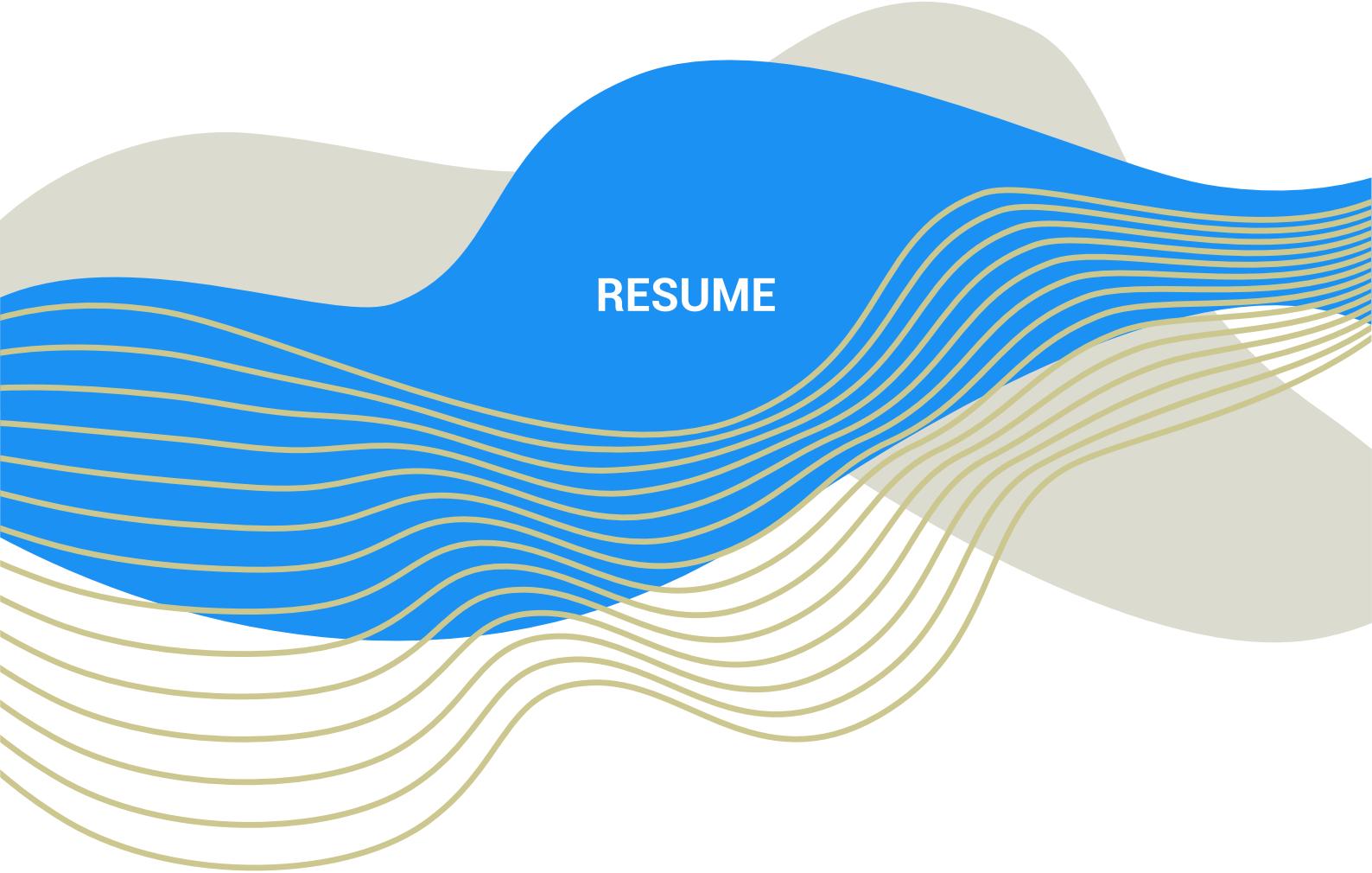


Le cas Maduro, les politiques de l'inimitié & les leçons pour l'Afrique

Par Esimba Ifonge



RESUME

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'intervention militaire américaine du 3 janvier 2026 au Venezuela marque le retour d'une prédateur impérialiste décomplexée. En criminalisant le président Maduro pour saisir le pétrole, Washington expose la fragilité des souverainetés du Sud Global. Pour l'Afrique, cet événement rappelle que sans puissance industrielle autonome ni cohésion interne, aucune alliance (BRICS) ne garantit la survie.

LE PROBLEME

L'opération « Absolute Resolve » marque le retour de la force brute dans les relations internationales. En arrêtant le président Nicolás Maduro et en mettant sous tutelle le pétrole vénézuélien, Washington ne cherche plus de justification morale : l'objectif est la prédateur assumée des ressources. Ce précédent brutal signale qu'aucune souveraineté nationale ne tient face aux intérêts vitaux américains. Le message envoyé est que sans capacité de dissuasion réelle, les frontières et le droit international deviennent des fictions que la puissance hégémonique peut abolir instantanément pour sécuriser ses approvisionnements énergétiques.

L'ANALYSE

Cette intervention s'appuie sur une « politique d'inimitié » qui transforme l'adversaire politique en criminel de droit commun, justifiant ainsi l'usage de la force hors de tout cadre légal classique. Mais cette chute est aussi le fruit d'une guerre d'usure interne : dix ans de sanctions ont brisé le contrat social vénézuélien, privant le régime de son bouclier populaire. L'isolement diplomatique, acté par le refus du Brésil d'intégrer Caracas aux BRICS, a fini d'exposer le Venezuela. Quand la cohésion interne s'effondre et que les alliés régionaux font défaut, la voie est libre pour l'intervention étrangère.

LA LEÇON

Pour l'Afrique, l'illusion d'une protection par le « Sud Global » vole en éclats. Le cas vénézuélien prouve que les alliances alternatives (comme les BRICS) ne remplacent pas une puissance nationale autonome. La vraie souveraineté se construit sur une base industrielle endogène et une cohésion sociale inébranlable. Tant que les États africains exporteront leurs ressources sans maîtriser leurs propres outils de défense et de production, leur indépendance restera une vulnérabilité. La survie dépend de la capacité à transformer les richesses naturelles en puissance réelle, pas seulement en rentes.

L'opération militaire américaine « Absolute Resolve » du 3 janvier 2026, celle qui a mené à l'arrestation de Nicolás Maduro et à l'annonce de Donald Trump sur la mise sous tutelle du pétrole vénézuélien, marque un retour sans complexe à la diplomatie de la force. Plus aucune gêne, plus de faux-semblants : Washington frappe et revendique. Cette opération de décapitation est l'aboutissement d'une guerre d'usure. Le message que les États-Unis envoient est qu'aucune nation, même protégée par des alliances alternatives, ne tient longtemps face à la puissance dominante, surtout sur son propre terrain de jeu. La souveraineté ? Elle peut sauter, dès lors qu'elle gêne des intérêts assumés, et tant pis pour les principes. Pour l'Afrique et le Sud Global, le message que cet événement envoie est que les alliances alternatives comme les BRICS montrent leurs limites, et que l'immunité des États face à l'impérialisme occidental s'effondre dès lors que la cohésion interne et régionale fait défaut.

LA CRISE VÉNÉZUÉLIENNE ET LES POLITIQUES DE L'INIMITÉ

La crise vénézuélienne ne date pas d'hier. Ça fait plus de dix ans que le pays étouffe sous les sanctions américaines, les pénuries, la crise sociale. Huit millions de Vénézuéliens ont pris la route de l'exil. Ce délitement a ouvert une brèche politique au niveau national. Sur le plan géopolitique, l'isolement s'est encore aggravé après le sommet des BRICS à Kazan en 2024.

Le veto du Brésil de Lula à l'entrée du Venezuela a brisé le mythe d'un « Sud Global » monolithique et solidaire. Ce refus, motivé par des tensions électorales et régionales, a laissé Caracas sans bouclier diplomatique puissant dans son propre voisinage, signalant implicitement à Washington que le Venezuela était une proie isolée. Quand un État perd la main sur ses récits de légitimité et quand les médias sont aux mains du privé, qu'il n'a plus d'alliances fortes, la porte s'ouvre toute grande à une intervention. Fini les prétextes humanitaires, on assume la prise des ressources : « On prend le pétrole. » Rien de plus direct.

L'agression contre le Venezuela s'inscrit dans la longue histoire de la doctrine Monroe, remise au goût du jour par une politique de l'inimitié radicale. Achille Mbembe en parle dans « Politiques de l'inimitié » (Editions La Découverte, 2016) : l'ennemi n'est plus un interlocuteur, c'est un mal à arracher du corps social mondial. Arrêter Maduro et le juger devant un tribunal américain, c'est traiter un adversaire politique comme un criminel ordinaire. C'est de l'humiliation, et un avertissement à tous les autres chefs d'État du



Sud qui songeraient à défier l'hégémonie du dollar ou les intérêts énergétiques américains.

Depuis une décennie, le Venezuela subit une guerre hybride où l'asphyxie financière a précédé l'assaut militaire. Le problème de fond réside dans la normalisation de l'extra-territorialité du droit américain, transformant un chef d'État en exercice en « fugitif » aux yeux d'une seule puissance. Cette mutation du politique en criminel permet de contourner les protocoles de la diplomatie classique pour instaurer un régime de terreur symbolique à l'égard de tout dirigeant qui contesterait l'architecture des échanges mondiaux basée sur le dollar.

Le système international, déjà fragilisé, assiste ici à l'effondrement de l'immunité souveraine face aux intérêts sécuritaires et énergétiques des États-Unis. En ciblant le Venezuela, Washington vise à, non seulement sécuriser les plus grandes réserves pétrolières du globe, mais aussi briser l'exemple d'une résistance qui se voulait le fer de lance du socialisme du XXI^e siècle. Cette confrontation rappelle que la souveraineté, sans une base industrielle endogène et une maîtrise technologique des infrastructures de défense, demeure une fiction juridique que les rapports de force peuvent dissiper en un instant.

UNE SCÈNE D'HUMILIATION

Le 3 janvier 2026, Trump a franchi le Rubicon. Annoncer que les États-Unis vont « gérer » le Venezuela et utiliser le pétrole pour financer leur propre intervention, c'est du néocolonialisme version XXI^e siècle, sans même chercher à le dissimuler.

Malgré la mobilisation populaire que nous voyons depuis la capture de Maduro, force est de constater qu'après des années de sanctions, le contrat social entre les dirigeants boliviens et leur base s'est délité, rongé par la lutte pour survivre au quotidien. Il arrive un moment où la résilience populaire ne suffit plus, quand l'économie politique ne transforme plus les ressources naturelles en dignité.

En même temps, les BRICS, dont le Venezuela espérait sans doute une protection ou du moins un contrepoids, ont montré leurs limites internes. Les divisions entre les puissances émergentes et leur incapacité à offrir une architecture de sécurité alternative concrète ont laissé Caracas isolée au moment crucial.

Le Sud Global observe aujourd'hui une scène d'humiliation orchestrée, où l'imagerie de la capture

est utilisée comme un outil de communication stratégique pour instiller la crainte. Tandis que les condamnations verbales de Moscou ou de Pékin se multiplient, la réalité matérielle demeure : aucune force n'est intervenue pour empêcher l'acte. Cette « passivité » démontre que l'adhésion aux blocs alternatifs offre une souveraineté de façade si elle ne s'accompagne pas d'une intégration économique profonde et de mécanismes de défense mutuelle opérationnels. En ce sens, nous pouvons voir le Venezuela comme le laboratoire d'un nouvel impérialisme technologique où la surveillance par satellite et l'infiltration cyber ont permis de localiser et de neutraliser un appareil d'État pourtant rompu à la clandestinité.

Du point de vue stratégique, cette crise expose une faille majeure dans la stratégie de leadership collaboratif au sein du Sud Global. Le cas Maduro prouve que la dépendance aux exportations de matières premières, même stratégiques comme le pétrole, est un levier de vulnérabilité si les chaînes de valeur et les systèmes de paiement sont contrôlés par des puissances hostiles. La souveraineté se solidifie dans la maîtrise des infrastructures de données et des flux financiers. L'agression américaine utilise le prétexte de la moralité démocratique pour masquer une opération de contrôle des ressources, envoyant un message clair à tout État africain, Sud-américain ou asiatique qui envisagerait de nationaliser ses secteurs clés ou de basculer vers des monnaies non occidentales.

Du point de vue de la communication, l'Occident y réaffirme sa capacité à définir qui est « légitime » et qui est « criminel », utilisant les médias globaux pour saturer l'espace informationnel avant même que l'action militaire ne commence. La faiblesse de la riposte communicationnelle du Venezuela a facilité son isolement.

TIRER LES LEÇONS DE LA CRISE VÉNÉZUÉLIENNE

Au niveau géopolitique, les pays, leaders et décideurs africains doivent tirer des enseignements immédiats de cet événement pour renforcer leur propre autonomie. Il est impératif d'accélérer la création de systèmes de défense collective régionaux qui ne dépendent pas des puissances extérieures pour leur logistique ou leur renseignement. La diversification des partenariats doit être une stratégie de fragmentation des dépendances. Parallèlement, l'Afrique doit investir massivement dans la souveraineté numérique et financière, notamment par le développement de circuits de paiement intercontinentaux



et de serveurs sécurisés, afin de soustraire les structures de l'État aux pressions de l'extra-territorialité juridique.

Au niveau de la communication stratégique, les leaders africains doivent embrasser ce que j'appelle la « pédagogie des enjeux ». Le cas vénézuélien montre que si la population ne perçoit plus le lien entre la souveraineté nationale et sa propre survie matérielle, le message politique ne mobilise plus. La communication doit devenir un outil de négociation avec le citoyen : expliquer les coûts des sanctions, détailler les étapes de la reconstruction économique et, surtout, démontrer par des faits la gestion transparente des ressources. La souveraineté s'exerce aussi à travers le contrôle des récits et la sécurisation des infrastructures de données. Les leaders doivent investir dans des systèmes de communication cryptés et souverains, car l'interpellation de Maduro a été facilitée par une domination absolue des flux d'information et de renseignement par l'assaillant.

Le leadership collectif, tel que prôné, par le philosophe Jean-Pierre Mbelu (Lire son livre *Toyokana. Eloge de la parole partagée et de la Tradicratie*, CLL, 2025) est le seul rempart contre les stratégies de « décapitation » politique. Le modèle du leader centralisateur, clé de voûte unique du système, rend l'État vulnérable à une seule opération spéciale. Pour assurer la continuité de l'État et de la vision souverainiste, le pouvoir doit être distribué au sein d'institutions fortes et de collectifs de décision résilients. Un leadership collectif implique de partager la charge de la décision avec les acteurs économiques locaux, les intellectuels et les organisations de la société civile. Si le destin d'une nation repose sur les épaules d'un seul homme, sa capture signifie l'effondrement du système. En revanche, un leadership en réseau survit à la disparition de ses nœuds, car la volonté de résistance est infusée dans tout l'appareil social et administratif.

La relative mobilisation du peuple vénézuélien lors de l'arrestation du président Maduro est un signal d'alarme pour l'Afrique. La mobilisation ne se décrète pas au moment de la crise mais se construit par un contrat social tangible. Lorsque l'économie politique d'un pays échoue à garantir la dignité, le citoyen finit par observer l'agresseur avec une indifférence née du désespoir ou, pire, avec l'espoir d'un changement, fût-il imposé de l'extérieur. La véritable infrastructure de défense d'un pays souverain est la satisfaction des besoins de sa population et surtout de sa jeunesse. La mobilisation citoyenne doit être nourrie par une inclusion réelle dans les chaînes de valeur et par une transparence qui transforme chaque citoyen en

un gardien de la souveraineté.

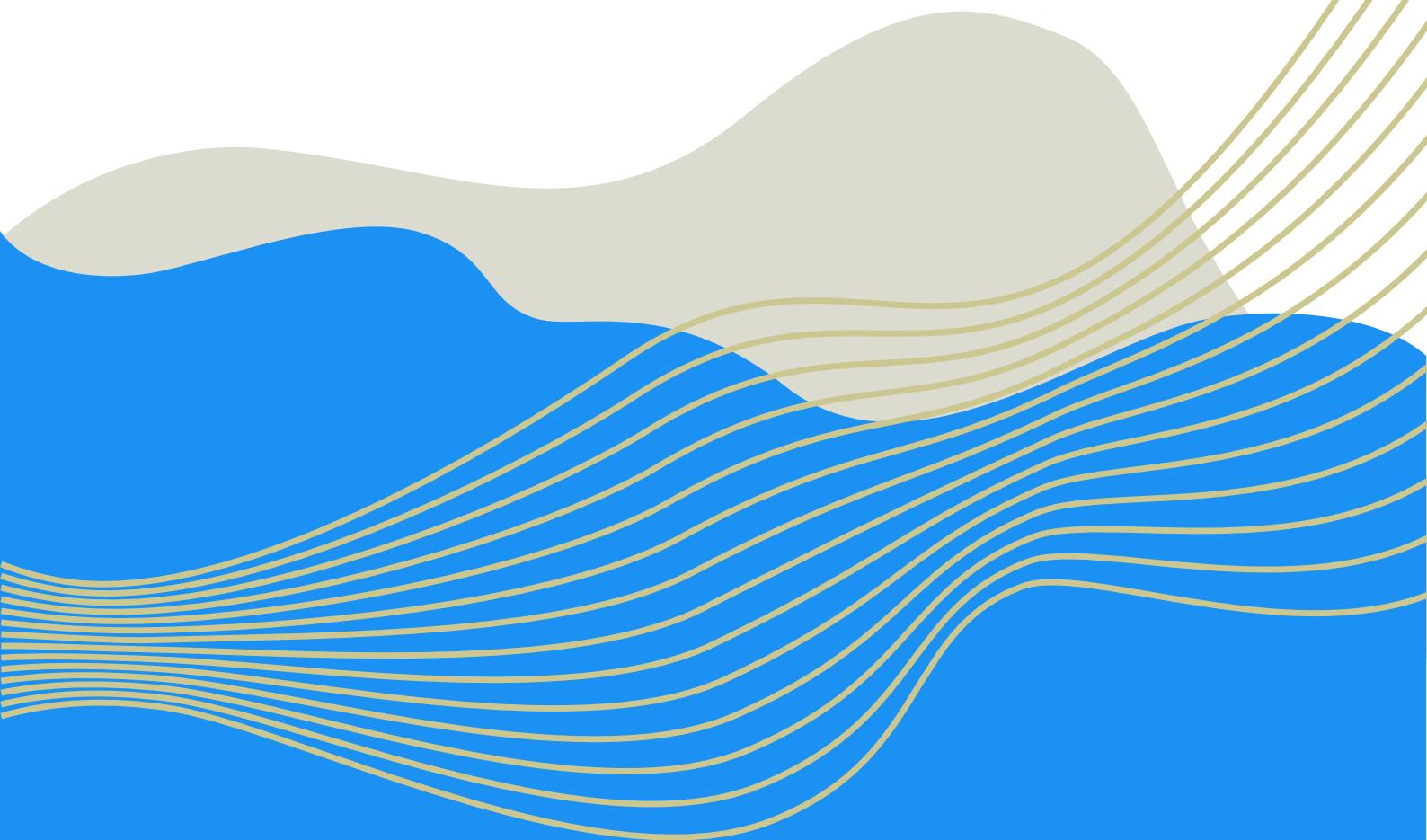
Le leadership africain doit cultiver une gouvernance inclusive pour prévenir l'épuisement du soutien populaire face aux pressions internationales. La force d'une nation réside dans la solidité de son pacte social ; c'est cette cohésion qui rend le coût d'une intervention étrangère prohibitif. Il est urgent de transformer les économies extractives en économies de transformation pour réduire la vulnérabilité aux chocs externes et aux sanctions.

LA RESPONSABILITÉ HISTORIQUE

Le cas Maduro est un avertissement sur la persistance des logiques de domination dans un monde que l'on croyait en transition vers la multipolarité. Il rappelle que la dignité humaine et la liberté des peuples sont constamment menacées par ceux qui placent le profit et la puissance au-dessus du droit.

Face à la volonté explicite de prédation, les États africains doivent complexifier l'accès à leurs ressources stratégiques. Cela passe par la nationalisation intelligente des chaînes de valeur, mais aussi par la maîtrise technologique. Si les États-Unis peuvent «éteindre» l'économie d'un pays à distance ou justifier une intervention par des flux financiers, c'est que la souveraineté numérique et financière est incomplète.

L'Afrique a désormais la responsabilité historique de transformer ce cas en un levier d'ambition solidaire.



ANALYSES.
FORMATIONS.
DÉBATS.
PUBLICATIONS.

CERECK.ORG/FR

CERECK est un think-tank dont la mission consiste à produire des idées, former des leaders, formuler des propositions et diffuser des savoirs pour façonner des solutions en réponse aux multiples défis congolais et africains.